



Communiqué

CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2022

- Produits des activités ordinaires de 848,7 millions \$, par rapport à 832,4 millions \$ pour l'exercice précédent
- RPA de 0,08 \$, vs 0,18 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,19 \$, vs 0,22 \$ (0,19 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽²⁾) pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel⁽³⁾ correspondant à un bénéfice de 65,5 millions \$, vs 82,9 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽⁴⁾ correspondant à un bénéfice de 112,7 millions \$, vs 97,2 millions \$ (86,6 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁵⁾) pour l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles⁽⁶⁾ de 282,1 millions \$, par rapport à 224,0 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes⁽⁷⁾ de 1 377,2 millions \$ pour un carnet de commandes⁽⁷⁾ de 9,2 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁷⁾ de 1,62
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Civil de 1,93 et taux d'utilisation des centres de formation⁽⁸⁾ de 60 %
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense de 1,39 et de 1,05 pour les 12 derniers mois

Montréal (Canada), le 11 février 2022 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 848,7 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 832,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 15 % pour le trimestre, abstraction faite des produits des activités ordinaires de 93,5 millions \$ enregistrés au troisième trimestre de l'exercice précédent en vertu d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada dans le cadre des efforts humanitaires de CAE liés à la COVID-19. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à un bénéfice de 26,2 millions \$ (0,08 \$ par action) pour le troisième trimestre, comparativement à 48,8 millions \$ (0,18 \$ par action) l'an dernier. Au troisième trimestre de l'exercice 2022, le résultat net ajusté⁽⁹⁾ correspond à un bénéfice de 60,7 millions \$ (0,19 \$ par action), par rapport à 60,0 millions \$ (0,22 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre correspond à un bénéfice de 65,5 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 82,9 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Au troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 112,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 97,2 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 112,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 86,6 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2022	T3-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	848,7 \$	832,4 \$	2 %
Résultat opérationnel	65,5 \$	82,9 \$	(21) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	112,7 \$	97,2 \$	16 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,3 %	11,7 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	112,7 \$	86,6 \$	30 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,3 %	10,4 %	
Résultat net	28,4 \$	49,7 \$	(43) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	26,2 \$	48,8 \$	(46) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,08 \$	0,18 \$	(56) %
Résultat net ajusté	60,7 \$	60,0 \$	1 %
RPA ajusté	0,19 \$	0,22 \$	(14) %
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ⁽¹⁰⁾	60,7 \$	52,2 \$	16 %
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,19 \$	0,19 \$	— %
Prises de commandes	1 377,2 \$	710,7 \$	94 %
Carnet de commandes total	9 177,2 \$	7 820,1 \$	17 %

« Je suis très satisfait de notre performance du troisième trimestre, caractérisée par une croissance à deux chiffres, de solides flux de trésorerie disponibles et des prises de commandes qui ont presque doublé par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Tout cela renforce ma conviction que CAE sera en meilleure position, plus résiliente et plus rentable à l'avenir », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans un contexte toujours aussi difficile à l'échelle mondiale, nous avons enregistré une croissance des revenus de 15 %, avant l'apport de notre initiative humanitaire portant sur les respirateurs l'an dernier, une augmentation de 16 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté et un résultat ajusté par action de 0,19 \$. Les flux de trésorerie disponibles ont été robustes, s'élevant à 282,1 millions \$, ce qui souligne la capacité à générer des liquidités de notre entreprise. Nous avons notamment réalisé d'excellents progrès au chapitre des commandes, comme en témoignent notre ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,62, l'obtention de commandes d'une valeur de près de 1,4 milliard \$ et notre carnet de commandes de 9,2 milliards \$ à la clôture du trimestre. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 753 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,93, y compris des accords de formation à long terme avec des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, de même que la vente de 19 simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 593 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,39. Enfin, dans le secteur Santé, nous avons à nouveau enregistré une croissance à deux chiffres des revenus grâce à notre organisation redynamisée et à nos solutions innovatrices. »

À propos des perspectives de CAE, Marc Parent a ajouté : « Nous sommes habilement passés à l'offensive pendant cette période de perturbation, et les perspectives à long terme de CAE n'ont jamais été aussi reluisantes. Nous prévoyons que les vents contraires de la pandémie nous accompagneront pendant un certain temps, y compris les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, l'absentéisme des employés et des clients en raison des infections, les contraintes opérationnelles des autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières. L'actuelle recrudescence de la COVID-19 a repoussé la perspective d'une reprise mondiale, mais notre performance au cours du trimestre confirme que nous sommes fermement engagés sur la voie d'une reprise cyclique et d'une croissance à long terme lorsque nos marchés finiront par s'ouvrir et sortir de la pandémie. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Au troisième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 390,1 millions \$, par rapport à 412,2 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 10 points de pourcentage du taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil, qui s'est établi à 60 %, et d'une baisse du nombre de livraisons de simulateurs de vol (FFS)⁽¹¹⁾, qui se sont établies à sept pour le trimestre, par rapport à dix au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse reflète les différences temporaires dans le calendrier trimestriel des livraisons de FFS et demeure cohérente avec les perspectives, qui font état de quelque 30 simulateurs pour l'exercice. Les produits des activités ordinaires tirés de la formation du secteur Civil, y compris les participations de CAE dans des coentreprises, se sont accrus de quelque 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 57,1 millions \$, comparativement à 48,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 83,4 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 62,0 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, qui sont absents pour le trimestre, correspond à un bénéfice de 83,4 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 58,4 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 752,5 millions \$, notamment pour la vente de 19 FFS, portant à 33 FFS le total des commandes pour les neuf premiers mois de l'exercice. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a obtenu des commandes pour quatre FFS additionnels, portant à 37 FFS le nombre total depuis le début de l'exercice. Plus de 60 % des commandes de FFS obtenues par le secteur Civil depuis le début de l'exercice proviennent de clients en Amérique, où la reprise du secteur du transport aérien et de la demande de formation des pilotes a été beaucoup plus marquée. Parmi les contrats de formation importants, notons des prolongations de cinq ans d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation commerciale avec Avianca et Endeavor Air, une entente de formation de neuf ans dans le domaine de l'aviation commerciale avec Norwegian ainsi que des ententes de formation de cinq ans dans le domaine de l'aviation d'affaires avec Global Jet Luxembourg, XO Jet et Vista Jet. Le secteur Civil a également annoncé l'expansion de sa capacité de formation des pilotes à Dubaï et le déploiement de son premier simulateur Bombardier Global 6500 au centre exploité par la coentreprise Emirates-CAE Flight Training.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,93 pour le trimestre et à 1,20 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Le 28 octobre 2021, CAE a annoncé un accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes. Sous réserve de sa conclusion, l'acquisition élargira davantage la portée de CAE auprès de sa vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et la positionnera comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie. L'accord, qui est évalué à 392,5 millions \$ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture, inclut le catalogue de produits Aircentre de Sabre, les technologies connexes et la propriété intellectuelle ainsi que le transfert des employés hautement qualifiés d'AirCentre. La clôture de la transaction, qui devrait survenir au premier trimestre de l'année civile 2022, est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l’aviation civile

<i>(en millions, sauf les unités NES et les FFS)</i>	T3-2022	T3-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	390,1 \$	412,2 \$	(5) %
Résultat opérationnel	57,1 \$	48,4 \$	18 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	83,4 \$	62,0 \$	35 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	21,4 %	15,0 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d’aide gouvernementale COVID-19	83,4 \$	58,4 \$	43 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	21,4 %	14,2 %	
Prises de commandes	752,5 \$	329,3 \$	129 %
Carnet de commandes total	4 606,0 \$	4 198,1 \$	10 %
Unités NES ⁽¹²⁾	249	245	2 %
FFS dans le réseau de CAE ⁽¹¹⁾	312	320	(3) %
FFS livrés	7	10	(30) %
Taux d’utilisation	60 %	50 %	20 %

Défense et sécurité (Défense)

Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 426,5 millions \$, en hausse de 42 % par rapport au troisième trimestre de l’exercice précédent, ce qui comprend un montant de 127,9 millions \$ généré par la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT). Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 16,5 millions \$, comparativement à 21,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l’exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 32,0 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires), compte tenu d’un montant de 19,6 millions \$ lié à L3H MT, par rapport à 22,3 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l’exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d’aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 32,0 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 15,9 millions \$ (5,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l’exercice précédent. Les activités internes du secteur Défense (soit le secteur Défense, abstraction faite de L3H MT) ont généré des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse par rapport au trimestre précédent, mais ceux-ci sont toutefois demeurés inférieurs à ceux de la période correspondante de l’exercice précédent, traduisant les répercussions de la COVID-19 sur les prises de commandes et l’exécution des programmes, surtout à l’échelle mondiale, depuis le début de la pandémie.

Le secteur Défense a obtenu des commandes d’une valeur de 592,6 millions \$, y compris des contrats à titre de maître d’œuvre obtenus aux termes d’appels d’offres, des réattributions et des prolongations de contrats, dans les cinq domaines (aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber). Dans le domaine aérien, le secteur Défense a renforcé sa présence internationale grâce à un contrat des Forces aériennes allemandes, obtenu aux termes d’un appel d’offres, pour fournir la formation initiale au pilotage, remplaçant l’entreprise qui détenait ce contrat depuis 60 ans. Outre ce nouveau programme d’entraînement en vol, le secteur Défense a également étendu sa relation avec le chef de la formation aéronavale (CNATRA) de la US Navy grâce à l’ajout de l’entraînement en vol sur T-45 à son contrat de services d’instruction. En plus de l’entraînement en vol, le secteur Défense a obtenu un contrat pluriannuel d’un client australien pour fournir des services intégrés de soutien et d’entraînement sur un éventail de plateformes stratégiques. Parmi les autres prolongations de contrats, mentionnons quatre contrats de sous-traitance liés au programme IDIQ à prestataire unique Simulator Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) du secteur Défense, alors que l’US Air Force accélère l’intégration et la normalisation de quelque 2 400 simulateurs répartis dans 300 emplacements.

Élargissant ses activités au-delà de ses principaux programmes aériens, terrestres et maritimes, le secteur Défense a remporté ses premiers contrats à titre de maître d'œuvre aux termes d'appels d'offres dans les domaines cyber et spatial. Après la fin du trimestre, le secteur Défense a obtenu un contrat du ministère de la Défense nationale du Canada afin d'étendre les capacités de détection de cyberintrusions dans le cadre du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité (Idées) et ce secteur a également obtenu son premier contrat de simulation en tant que maître d'œuvre dans le domaine spatial. Ces contrats stratégiques en tant que maître d'œuvre dans les domaines cyber et spatial, ainsi que son premier contrat en tant que maître d'œuvre aux termes d'un appel d'offres pour la communauté du renseignement américaine au deuxième trimestre, positionnent davantage le secteur Défense de CAE en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,39 pour le trimestre et à 1,05 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Son carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,6 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions de valeur de quelque 6,2 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T3-2022	T3-2021	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	426,5 \$	299,3 \$	42 %
Résultat opérationnel	16,5 \$	21,8 \$	(24) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	32,0 \$	22,3 \$	43 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	7,5 %	7,5 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	32,0 \$	15,9 \$	101 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	7,5 %	5,3 %	
Prises de commandes	592,6 \$	260,5 \$	127 %
Carnet de commandes total	4 571,2 \$	3 622,0 \$	26 %

Santé

Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 32,1 millions \$, comparativement à 120,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent, compte tenu de produits des activités ordinaires de 93,5 millions \$ tirés d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada. Abstraction faite du contrat visant les respirateurs à l'exercice précédent, les produits des activités ordinaires auraient augmenté de 17 % ce trimestre. Le résultat opérationnel correspond à une perte de 8,1 millions \$, comparativement à un bénéfice de 12,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à une perte de 2,7 millions \$, par rapport à un bénéfice de 12,9 millions \$ (10,7 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond lui aussi à une perte de 2,7 millions \$, par rapport à un bénéfice de 12,3 millions \$ (10,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent (abstraction faite des respirateurs) alors qu'elle déploie une organisation élargie et redynamisée, dans l'objectif précis d'atteindre une plus grande portée.

Le secteur Santé a lancé une nouvelle version du gestionnaire d'inventaire de l'outil CAE LearningSpace Enterprise qui accroît les fonctionnalités de LearningSpace en offrant une plateforme unique pour le suivi et la gestion des actifs de centres de simulation ainsi que l'établissement de rapports à leur sujet, ainsi qu'une nouvelle plateforme de commerce électronique pour ses dispositifs d'entraînement des compétences, rehaussant l'expérience des utilisateurs et élargissant l'accès des clients (<https://medicalskillstrainers.cae.com/>).

Au cours du trimestre, le secteur Santé a lancé CAE Vimedix 3.3, une nouvelle version de sa plateforme de formation en échographie qui facilite l'élaboration des évaluations et la création des exercices, inclut un nouveau contenu pédagogique axé sur l'échographie au point de service et la médecine d'urgence, et introduit une toute nouvelle fonction de sonde virtuelle. Le secteur Santé a également lancé 11 nouveaux cours numériques en ligne offerts sur demande dans le cadre de sa collaboration avec le British Columbia Institute of Technology, qui comprennent une simulation virtuelle ciblant des évaluations et traitements médicaux spécifiques.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(montants en millions)</i>	T3-2022	T3-2021	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	32,1 \$	120,9 \$	(73) %
Résultat opérationnel	(8,1) \$	12,7 \$	(164) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	(2,7) \$	12,9 \$	(121) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	10,7 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	(2,7) \$	12,3 \$	(122) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	10,2 %	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 47,2 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2022, dont un montant de 17,4 millions \$ au titre de L3H MT et un montant de 23,0 millions \$ au titre du programme de restructuration mis en place dans la foulée des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la demande attendue pour certains produits et services. La Société prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établies à 309,6 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 234,8 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles ont totalisé 282,1 millions \$ pour le trimestre, par rapport à 224,0 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation traduit essentiellement l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par les paiements de coûts d'intégration et d'acquisition liés aux entreprises récemment acquises ainsi que les indemnités de cessation d'emploi et autres coûts associés au programme de restructuration annoncé précédemment.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 2,6 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 8 %, comparativement à un taux d'imposition effectif nul pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition enregistrés pour le trimestre considéré, sans lesquels le taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté de 60,7 millions \$ et le RPA ajusté de 0,19 \$ se serait établi à 20 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, le taux d'imposition avait été touché par les coûts de restructuration et les contrôles fiscaux. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 16 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹³⁾ ont totalisé 76,9 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁴⁾ était de 2 310,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹⁵⁾ était de 36,5 %. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 2 481,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital était de 38,2 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU) ajusté⁽¹⁶⁾ s'est établi à 6,1 % pour le trimestre, comparativement à 6,6 % au trimestre précédent et à 6,4 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,5 % pour le trimestre, comparativement à 5,5 % au trimestre précédent et à 5,0 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La participation de CAE au programme de SSUC du gouvernement du Canada (programme d'aide gouvernementale COVID-19) a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, CAE n'a réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

Perspectives de la direction

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, CAE a pris plusieurs importantes mesures stratégiques en saisissant les occasions d'affaires issues des perturbations du marché, y compris la mobilisation de capitaux propres de quelque 1,6 milliard \$ afin de saisir un bassin d'occasions de croissance, et la conclusion (ou l'annonce) de neuf acquisitions rentables. Parallèlement à l'expansion de la portée externe de CAE, la Société a entrepris des initiatives au niveau de l'entreprise visant à réduire considérablement sa structure de coûts et à atteindre un niveau encore plus élevé d'excellence opérationnelle, notamment au moyen de la consolidation de sa base d'actifs mondiale et de la mise en place de processus numériques innovateurs. CAE a mis en œuvre une stratégie de croissance visant à lui permettre d'émerger de la pandémie en meilleure position, plus résiliente et plus rentable que jamais auparavant. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise actuellement une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital post-pandémie qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans son avenir.

Malgré les défis continus posés par la pandémie, CAE affiche déjà une meilleure performance financière, élargit et optimise sa position, et obtient des commandes importantes. Nous prévoyons que les vents contraires de la pandémie nous accompagneront pendant un certain temps, y compris les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, les absences sporadiques de personnel en raison des infections à la COVID-19, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières. L'émergence et la propagation rapide du variant Omicron ont repoussé la perspective d'une reprise mondiale à grande échelle, mais n'ont pas changé la vision positive de la direction quant au potentiel de CAE lorsque ses marchés finaux finiront par s'ouvrir et sortir de la pandémie.

Les tendances à long terme attendues sont favorables pour les trois principaux secteurs d'activité de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités cruciales de formation et de soutien opérationnel numérique ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes (départs et réorientations de carrière découlant de la crise) et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. Le changement de paradigme, qui fait passer de conflits asymétriques à des menaces contre des adversaires de force comparable, et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin de solutions numériques et synthétiques immersives pour la défense nationale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense. Quant à lui, le secteur Santé est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie croissante de personnel infirmier et de la demande en hausse pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la demande de déplacements aériens est refoulée et que la reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés dépend du moment et du rythme auxquels les restrictions frontalières et les quarantaines seront levées en toute sécurité dans le monde. La solide performance de la formation du secteur Civil en Amérique et la hausse des commandes de FFS constituent un modèle convaincant pour le potentiel d'une reprise mondiale plus large. Pour l'exercice 2022, dans l'ensemble, la Société prévoit enregistrer une forte croissance du secteur Civil.

Compte tenu de la pertinence croissante de l'entraînement et de la simulation, le secteur Défense de CAE est également en passe de devenir plus important et plus rentable au cours des prochaines années. La direction se concentre actuellement sur l'intégration de L3H MT, et elle prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024. Le secteur Défense est désormais plus étroitement aligné sur les priorités absolues de ses clients et s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, dans le marché de la défense. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles affaires dans le monde, accroissement qu'accéléreront la capacité et la clientèle élargies de l'entité regroupée. Les activités américaines du secteur Défense de CAE demeurent relativement peu touchées par la pandémie. Elles font toutefois face à des vents contraires en matière de budgets pour le démarrage de nouveaux programmes en raison de la « résolution permanente » (*continuing resolution*) adoptée par le Congrès. Les obstacles découlant de la COVID-19 sont plus persistants pour les entreprises internationales du secteur de la défense; toutefois, la direction estime que ceux-ci sont temporaires, et elle anticipe toujours une forte croissance à l'exercice 2022, abstraction faite de ces répercussions. Elle s'attend à ce que cette amélioration soit due à une réaccélération des prises de commandes, notamment à l'égard des programmes de produits dont la marge est plus élevée, et à ce que le ratio valeur comptable des commandes/ventes annuel du secteur Défense soit supérieur à 1,0 pour la première fois en quatre ans. La Société prévoit également que l'amélioration des résultats du secteur Défense découlera de la réalisation progressive des synergies issues de l'intégration de L3H MT.

Enfin, pour le secteur Santé, la Société prévoit poursuivre la croissance trimestrielle par rapport à l'exercice précédent, gagner des parts dans le marché de la formation et de la simulation en soins de santé et se concentrer sur l'atteinte d'une plus grande portée. À long terme, le secteur Santé pourrait devenir une activité importante et rentable pour CAE et, pour l'exercice en cours, la direction s'attend à ce qu'il affiche une croissance à deux chiffres de ses produits des activités ordinaires et de son résultat net (abstraction faite des respirateurs).

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient dépasser 250 millions \$ pour l'exercice 2022, principalement afin de soutenir les occasions de croissance durables et rentables. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Outre les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition liés à l'acquisition de L3H MT dans le secteur Défense, CAE s'attend à engager des coûts de restructuration totaux de quelque 50 millions \$ à l'exercice 2022 au titre de ses initiatives d'économies de coûts continues. La Société prévoit toujours réaliser des économies annuelles récurrentes de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19, sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2021 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

Au cours du trimestre, CAE a été reconnue pour son engagement envers l'égalité des genres avec son inclusion à l'indice de l'égalité des genres 2022 de Bloomberg LP pour une quatrième année consécutive. CAE a continué à soutenir l'engagement et l'expérience des employés – elle a été reconnue comme l'un des meilleurs employeurs canadiens pour les jeunes par l'organisation « Canada's Top 100 ». L'équipe Formation pour l'aviation d'affaires de CAE a reçu le prix Or pour l'Expérience des employés en temps de crise et le prix Argent pour l'Expérience des clients en temps de crise – Gouvernement et Aviation, à l'occasion des prix International Customer Experience Awards (ICXA). CAE a renforcé son appui aux employés vétérans grâce au lancement d'Insignia, un groupe de ressources pour les employés. Comme témoignage des liens étroits avec cette communauté, CAE a reçu la médaille du programme HIRE Vets du département américain de la main-d'œuvre.

CAE a de nouveau fait preuve de son engagement envers la santé et la sécurité de la collectivité avec la réouverture temporaire du Centre de vaccination CAE Montréal, réduisant ainsi la pression sur le système de santé alors qu'il devient nécessaire d'accélérer l'administration des doses de rappel dans la province de Québec. CAE a également soutenu la collectivité locale en recueillant 1 million \$ pour Centraide du Grand Montréal (United Way) par l'entremise de dons de la part des employés, d'activités de collecte de fonds et d'un don de l'entreprise.

En proposant des solutions de formation sur simulateurs, CAE contribue depuis longtemps à la décarbonisation de l'industrie aéronautique. On estime qu'au cours de l'exercice 2021 de la Société, plus de cinq millions de tonnes d'émissions de CO_{2e} ont été évitées grâce à l'utilisation des simulateurs du réseau mondial de CAE plutôt que d'appareils réels. En septembre 2020, CAE est devenue la première entreprise aéronautique canadienne à devenir carboneutre.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'exercice 2022

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Témoignage des besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des produits des activités ordinaires de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 11 000 employés répartis dans 180 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à notre acquisition de L3H MT et à notre acquisition proposée de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes, l'accès de CAE aux sources de financement, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et de Sabre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et de Sabre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 11 février 2022 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou

de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 11 février 2022. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2022 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux sources de financement dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, la clôture de l'acquisition proposée de Sabre, l'intégration et la réalisation des avantages et synergies attendus de l'acquisition proposée de Sabre dans les délais prévus, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration de l'entreprise L3H MT acquise dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec l'acquisition de L3H MT, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés à l'acquisition de L3H MT et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'acquisition de L3H MT dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés à l'acquisition de L3H MT. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses

sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2021 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

Changements apportés aux mesures hors PCGR et aux chiffres comparatifs

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, nous avons changé la désignation des mesures de rentabilité suivantes sans en modifier la composition :

- Le résultat opérationnel sectoriel ajusté (auparavant, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers);
- Le BAIIA ajusté (auparavant, le BAIIA avant les éléments particuliers);
- Le résultat net ajusté (auparavant, le résultat net avant les éléments particuliers);
- Le résultat ajusté par action (auparavant, le résultat par action avant les éléments particuliers).

Nous avons également introduit de nouvelles mesures hors PCGR qui reflètent l'incidence des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 sur les mesures ci-dessus, de manière à incorporer les directives récentes et en évolution des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces mesures ne tiennent pas compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et qui sont prises en compte dans nos résultats.

En outre, nous n'utilisons plus la mesure hors PCGR du résultat opérationnel sectoriel et l'avons remplacée par le résultat opérationnel sectoriel ajusté.

Les chiffres comparatifs ont été reclassés aux fins de conformité avec ces changements de présentation.

(1) Le résultat par action ajusté est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces pertes de valeur et autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

(2) Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(3) Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il facilite la comparaison entre les périodes et avec les résultats d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

(4) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

(5) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Bien que la direction sache que cette mesure puisse faire l'objet d'ajustements supplémentaires, elle n'emploierait pas expressément une telle mesure pour évaluer la rentabilité afin de prendre des décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs ni pour évaluer la performance sectorielle.

(6) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁷⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁸⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁹⁾ Le résultat net ajusté est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

⁽¹⁰⁾ Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(11) Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

(12) Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

(13) Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

(14) La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(15) Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

(16) Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR qui sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Résultat opérationnel	57,1 \$	48,4 \$	16,5 \$	21,8 \$	(8,1) \$	12,7 \$	65,5 \$	82,9 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	26,3	13,6	15,5	0,5	5,4	0,2	47,2	14,3
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	83,4 \$	62,0 \$	32,0 \$	22,3 \$	(2,7) \$	12,9 \$	112,7 \$	97,2 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	—	3,6	—	6,4	—	0,6	—	10,6
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	83,4 \$	58,4 \$	32,0 \$	15,9 \$	(2,7) \$	12,3 \$	112,7 \$	86,6 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 décembre	
	2021	2020
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	26,2 \$	48,8 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	34,5	11,2
Résultat net ajusté	60,7 \$	60,0 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	— \$	7,8 \$
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	60,7 \$	52,2 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,7	273,0
RPA ajusté	0,19 \$	0,22 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,19 \$	0,19 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	T3-2022	T3-2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	99,2 \$	125,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	210,4	109,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	309,6 \$	234,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(18,1)	(5,3)
Variation des autres actifs	(10,1)	(9,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	1,5
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(19,5)	0,5
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,0	1,7
Flux de trésorerie disponibles	282,1 \$	224,0 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2021	31 mars 2021
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 196,1 \$	3 378,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(463,5)	(926,1)
Passifs courants	(1 861,7)	(2 633,3)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	195,9	216,3
Fonds de roulement hors trésorerie	66,8 \$	35,5 \$
Immobilisations corporelles	2 132,1	1 969,4
Autres actifs non courants	4 887,0	3 400,4
Autres passifs non courants	(760,9)	(767,1)
Total du capital utilisé	6 325,0 \$	4 638,2 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	195,9 \$	216,3 \$
Dette à long terme	2 578,1	2 135,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(463,5)	(926,1)
Dette nette	2 310,5 \$	1 425,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	3 938,5	3 140,5
Participations ne donnant pas le contrôle	76,0	72,3
Provenance du capital	6 325,0 \$	4 638,2 \$

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Produits des activités ordinaires	848,7 \$	832,4 \$	2 416,3 \$	2 087,6 \$
Coût des ventes	606,2	603,5	1 732,4	1 559,7
Marge brute	242,5 \$	228,9 \$	683,9 \$	527,9 \$
Frais de recherche et de développement	31,7	36,5	85,9	82,2
Frais de vente, généraux et d'administration	117,5	105,3	345,5	287,4
Autres (profits) et pertes	(6,3)	(1,5)	(16,1)	92,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(13,1)	(8,6)	(33,2)	(0,3)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	47,2	14,3	110,9	65,4
Résultat opérationnel	65,5 \$	82,9 \$	190,9 \$	0,8 \$
Charges financières – montant net	34,5	33,3	98,1	103,6
Résultat avant impôt sur le résultat	31,0 \$	49,6 \$	92,8 \$	(102,8) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2,6	(0,1)	(0,1)	(36,5)
Résultat net	28,4 \$	49,7 \$	92,9 \$	(66,3) \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	26,2 \$	48,8 \$	86,6 \$	(67,0) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	0,9	6,3	0,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,08 \$	0,18 \$	0,28 \$	(0,25) \$

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les	
	2021	2020	2021	2020
Résultat net	28,4 \$	49,7 \$	92,9 \$	(66,3) \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(22,7) \$	(79,2) \$	(10,9) \$	(198,8) \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	2,2	53,1	(5,3)	125,3
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(1,1)	(3,3)	(4,3)	(19,8)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	9,5	17,0	(8,2)	60,4
Reclassement au résultat net du gain sur les couvertures de flux de trésorerie	(12,1)	(6,0)	(12,0)	(18,4)
Impôt sur le résultat	2,5	(4,5)	3,0	(15,5)
	(21,7) \$	(22,9) \$	(37,7) \$	(66,8) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(20,9) \$	7,1 \$	15,2 \$	(100,8) \$
Perte sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net	–	(1,8)	–	(1,8)
Impôt sur le résultat	5,6	(1,7)	(3,9)	26,8
	(15,3) \$	3,6 \$	11,3 \$	(75,8) \$
Autres éléments du résultat global	(37,0) \$	(19,3) \$	(26,4) \$	(142,6) \$
Total du résultat global	(8,6) \$	30,4 \$	66,5 \$	(208,9) \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(10,4) \$	31,3 \$	60,4 \$	(205,0) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	(0,9)	6,1	(3,9)

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	31 décembre	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2021	2021
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	463,5 \$	926,1 \$
Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription	—	700,1
Créances clients	522,5	518,6
Actifs sur contrat	538,4	461,9
Stocks	546,9	647,8
Acomptes	57,3	52,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	46,2	39,8
Actifs financiers dérivés	21,3	32,2
Total de l'actif courant	2 196,1 \$	3 378,6 \$
Immobilisations corporelles	2 132,1	1 969,4
Actifs au titre des droits d'utilisation	349,8	308,5
Immobilisations incorporelles	3 428,9	2 055,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	454,8	422,2
Actifs d'impôt différé	121,7	104,9
Actifs financiers dérivés	6,7	13,2
Autres actifs non courants	525,1	495,8
Total de l'actif	9 215,2 \$	8 748,4 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	890,9 \$	945,6 \$
Provisions	34,0	52,6
Impôt sur le résultat à payer	16,7	16,2
Passifs sur contrat	698,7	674,7
Partie courante de la dette à long terme	195,9	216,3
Passifs au titre des reçus de souscription	—	714,1
Passifs financiers dérivés	25,5	13,8
Total du passif courant	1 861,7 \$	2 633,3 \$
Provisions	25,5	30,9
Dette à long terme	2 578,1	2 135,2
Obligations au titre des redevances	145,7	141,8
Obligations au titre des avantages du personnel	216,7	222,2
Passifs d'impôt différé	78,3	123,5
Passifs financiers dérivés	1,4	3,1
Autres passifs non courants	293,3	245,6
Total du passif	5 200,7 \$	5 535,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 223,9 \$	1 516,2 \$
Surplus d'apport	37,6	22,5
Cumul des autres éléments du résultat global	35,4	58,1
Résultats non distribués	1 641,6	1 543,7
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	3 938,5 \$	3 140,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	76,0	72,3
Total des capitaux propres	4 014,5 \$	3 212,8 \$
Total du passif et des capitaux propres	9 215,2 \$	8 748,4 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Période de neuf mois close le 31 décembre 2021

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée		éléments du résultat global	Résultats non distribués				
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	86,6 \$	86,6 \$	6,3 \$	92,9 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(37,5)	11,3	(26,2)	(0,2)	(26,4)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(37,5) \$	97,9 \$	60,4 \$	6,1 \$	66,5 \$	
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	689,7	
Exercice d'options sur actions	1 227 885	30,5	(4,0)	—	—	26,5	—	26,5	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	6,6	—	—	6,6	—	6,6	
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	—	—	—	14,8	—	14,8	—	14,8	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)	
Soldes au 31 décembre 2021	316 983 348	2 223,9 \$	37,6 \$	35,4 \$	1 641,6 \$	3 938,5 \$	76,0 \$	4 014,5 \$	

Période de neuf mois close le 31 décembre 2020

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée		éléments du résultat global	Résultats non distribués				
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5 \$	26,9 \$	193,2 \$	1 590,1 \$	2 489,7 \$	88,6 \$	2 578,3 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	(67,0) \$	(67,0) \$	0,7 \$	(66,3) \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(64,0)	(74,0)	(138,0)	(4,6)	(142,6)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(64,0) \$	(141,0) \$	(205,0) \$	(3,9) \$	(208,9) \$	
Émission d'actions ordinaires aux termes d'un placement d'actions	16 594 126	478,8	—	—	—	478,8	—	478,8	
Exercice d'options sur actions	547 025	11,1	(1,4)	—	—	9,7	—	9,7	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	8,8	—	—	8,8	—	8,8	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,8)	(5,8)	
Soldes au 31 décembre 2020	282 760 778	1 169,4 \$	34,3 \$	129,2 \$	1 449,1 \$	2 782,0 \$	78,9 \$	2 860,9 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2021	2020
Activités opérationnelles		
Résultat net	92,9 \$	(66,3) \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	229,6	241,0
Dépréciation d'actifs non financiers	33,7	137,6
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(33,2)	(0,3)
Impôt sur le résultat différé	(18,1)	(39,5)
Crédits d'impôt à l'investissement	(21,4)	(22,6)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	3,3	2,5
Régimes de retraite à prestations définies	10,0	11,8
Autres passifs non courants	(32,8)	(15,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	8,1	(27,5)
Autres	40,4	44,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(101,1)	(74,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	211,4 \$	192,0 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(1 384,8) \$	(134,7) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence	(4,3)	—
Ajouts d'immobilisations corporelles	(197,5)	(57,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	8,1	1,7
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(64,4)	(45,0)
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence	(19,9)	1,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	20,6	11,7
Autres	(2,4)	(5,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(1 644,6) \$	(227,1) \$
Activités de financement		
Remboursement net au titre des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	— \$	(705,6) \$
Produit tiré de la dette à long terme	422,4	23,3
Remboursement sur la dette à long terme	(60,9)	(18,4)
Remboursement sur les obligations locatives	(75,5)	(59,9)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	695,5	482,6
Autres	(3,0)	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	978,5 \$	(278,7) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(7,9) \$	(12,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(462,6) \$	(326,6) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	926,1	946,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	463,5 \$	619,9 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente principale, Affaires publiques, Communications mondiales et Responsabilité sociale d'entreprise, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com